



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément **JEUNES** à CPS n°70 -

6 octobre 2018

Chômage de masse, systématisation de la répression policière, service national universel obligatoire, sélection à l'entrée de l'université, liquidation du baccalauréat et de la licence, extension de l'apprentissage sous la coupe des patrons, réduction des APL...

Le gouvernement Macron-Philippe veut mater la jeunesse et la soumettre totalement au capital

Un gouvernement de guerre contre le prolétariat et la jeunesse

Pour tenter de maintenir son rang dans le contexte de la crise économique mondiale, le capitalisme français doit détruire toutes les conquêtes du prolétariat et de la jeunesse. En moins d'un an et demi le gouvernement Macron-Philippe a, notamment, parachévé la liquidation du code du travail dans le prolongement la loi El Khomri. Il a liquidé le statut des cheminots et engagé la dislocation de la SNCF. Mais pour ce gouvernement, ce n'est qu'un hors-d'œuvre. Les exigences du capital, c'est qu'il faut aller plus loin et plus vite. Ont été engagées, principalement : la contre-réforme des retraites, visant à en finir les systèmes par répartition et les régimes dits spéciaux, la liquidation du statut de la Fonction publique et celle de l'assurance chômage.

Les projets de lois des finances de la Sécurité sociale et de l'Etat pour 2019 concentrent ces attaques. Ils constituent une véritable déclaration de guerre. Par les réductions de « charges », c'est-à-dire du salaire différé, pour les patrons, le pillage de la Sécurité sociale est systématiquement organisé. Une fois de plus, des milliards d'allègements de cotisations vont être accordés. Pour le budget de l'Etat, les seuls postes en augmentation en termes d'effectifs sont ceux de l'Intérieur, de la Justice et des Armées, ceux qui contribuent au renforcement de l'appareil répressif. Des coupes sombres sont programmées pour les budgets de l'Environnement, de la Santé, du Travail et surtout de l'Éducation nationale. Avec le "plan pauvreté", qui serait mieux nommé "plan anti-pauvres" (on se rappelle la formule de Macron : "*ça coûte un pognon de dingue*"), le but est clair : sous couvert de simplification, rabotage général, en particulier nouveau rabotage sur les APL, ce qui touche en priorité les jeunes.

La jeunesse en première ligne

Avec la loi ORE et Parcoursup, le gouvernement a réalisé l'un des objectifs historiques de la Ve République : mettre en œuvre la sélection à l'entrée de l'université. Un premier pas avait été accompli par le gouvernement précédent avec APB et l'instauration de la sélection en master. Parcoursup a permis de barrer massivement l'accès à l'enseignement supérieur à des dizaines de milliers de lycéens, voire à plus de deux centaines de milliers. Ont été principalement touchés les jeunes issus des classes populaires. Comme l'indiquait *Le Figaro*, Parcoursup a été « la sélection par le découragement ». Les lycéens issus des familles les plus aisées se sont massivement rabattus sur l'enseignement supérieur privé, pour certains d'entre eux en s'endettant auprès des rapaces des banques pour des années. Les autres sont jetés sur le pavé... et le gouvernement a déjà prévenu Pôle emploi d'un afflux possible.

Mais pour le gouvernement, la loi ORE n'a été qu'un premier jalon dans la marche au dynamitage de l'enseignement public, en particulier de l'enseignement supérieur. La liquidation du baccalauréat comme diplôme national, premier grade universitaire, est engagée : tel est le but de la réforme du bac et du lycée. Publiés en août, les arrêtés licences préparent quant à eux la liquidation de la licence en tant que diplôme national, l'enseignement étant défini université par université, autant du point de vue du contenu que du volume des horaires. Ils ouvrent la voie à la multiplication des diplômes sous contrôle des universités et organismes privés.

Il faut ajouter la contre-réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle qui met sous la coupe du patronat l'enseignement technique et professionnel. Elle livre les jeunes corvéables à merci au patronat.

Un fait majeur a touché particulièrement la jeunesse : l'irruption violente et générale des flics de Macron dans les facs et les lycées. Ce fait a une importance historique. Depuis des siècles prévalaient les franchises universitaires qui interdisaient aux flics de pénétrer dans les facs. C'en est fini. Aujourd'hui, pour un « délit » banal, les flics ont toute liberté pour tirer à vue sans être inquiétés. Et le gouvernement vient de lancer la concertation pour la mise en place d'un « service national universel », obligatoire dès 16 ans, encadré principalement par des militaires... et dont le budget serait pris sur celui de l'Éducation nationale. Une tentative d'embrigadement systématique de la jeunesse.

« Je traverse la rue, je vous trouve un travail »

C'est ce qu'a répondu Macron à un jeune formé en horticulture en lui conseillant de faire le tour des cafés à Montparnasse. Mais la réalité est que le taux de chômage des jeunes en France selon les données officielles est de 20,8 % et leur taux d'emploi est de 29,9 % de la population active des moins de 25 ans, soit près d'un jeune sur trois. Alors la question se pose : qu'est ce qui permet à Macron une telle provocation et une telle outrecuidance ?

Toutes les contre-réformes et les projets de contre-réformes à venir ont été préparés dans le cadre de l'acceptation - par les dirigeants des confédérations ouvrières (CGT, CGT-FO), de l'UNEF, de la FSU et de ses syndicats - de la concertation et du

« dialogue social », cela d'une manière continue et ininterrompue à tous les niveaux. En renfort au dialogue social avec le gouvernement, ces dirigeants multiplient des "journées d'action" qui évitent systématiquement toute formulation précise des revendications. C'est assuré du refus de ces organisations de rompre avec lui et de réaliser un front uni pour engager le combat réel contre sa politique que Macron s'exprime ainsi. Il sait que ces mêmes dirigeants feront tout ce qui leur est possible pour que ne soit pas engagé le combat contre ses budgets (une journée d'action le 9 octobre avant l'ouverture des débats à l'Assemblée nationale, une autre déjà programmée par la FSU le 12 novembre après l'essentiel des débats).

Se préparer à affronter le gouvernement Macron-Philippe

Comment faire face et organiser la résistance face à l'offensive générale du gouvernement ? S'impose une tâche immédiate : se regrouper et combattre pour imposer aux directions syndicales de rompre avec le gouvernement Macron-Philippe et de s'engager vers un front unique pour l'affronter. A l'université, cela implique de combattre pour que les dirigeants de l'UNEF rompent toute collaboration avec le gouvernement et pour qu'ils appellent le SNESUP en particulier à faire de même.

A ce stade, l'attaque du gouvernement se concentre sur la mise en place des arrêtés licences pour la rentrée 2019. Ce qui est maintenant engagé, c'est que les conseils d'université (CA, conseils d'UFR, CFVU), conseils où siègent en particulier l'UNEF et le SNESup, préparent leur mise en œuvre comme ils ont préparé l'application de la loi ORE. Les arrêtés sont parus après une intense concertation jusqu'en juillet, avec notamment ces deux syndicats, alors les directions de ces derniers avaient publiquement annoncé qu'elles n'y participeraient pas pour ne pas "*cautionner une nouvelle concertation qui a pour seul but de détourner les organisations syndicales de leur combat*".

Comment préparer le combat ? La première exigence en direction des dirigeants de l'UNEF, mais aussi du SNESup : qu'ils se prononcent clairement pour l'abrogation des arrêtés (ce qui n'est pas le cas même s'ils les dénoncent). Cela signifie : qu'ils appellent nationalement à refuser de participer à leur mise en œuvre dans les CA, donc à sortir des CA. Concrètement, il faut s'organiser dans toutes les universités pour le leur imposer !

Mais des revendications immédiates de la jeunesse restent : pour le droit de tout bachelier à poursuivre ses études dans la filière de son choix, pour la défense ou le rétablissement des diplômes nationaux, pour le rétablissement du monopole de l'enseignement public sur la formation professionnelle diplômante par exemple.

Ces revendications ne seront nullement satisfaites dans le cadre des sempiternelles réunions de « dialogue social » entre dirigeants syndicaux et tenants du gouvernement ou du ministère. Leur satisfaction implique que le gouvernement Macron soit affronté et défait. Une telle défaite mettrait immédiatement à l'ordre du jour que soit chassé ce gouvernement des banquiers et des capitalistes, que lui soit substitué un gouvernement issu du front unique ouvrier dont le prolétariat et la jeunesse s'organiseront pour exiger la satisfaction de leurs revendications.

Pour une organisation révolutionnaire de la jeunesse

La volonté du banquier Macron d'en finir une fois pour toute avec le droit aux études procède des besoins du capitalisme en crise. Non seulement à cause du coût de l'enseignement supérieur, mais plus encore parce qu'il continue de délivrer des diplômes nationaux reconnus par les conventions collectives qui sont des obstacles à la surexploitation et à la baisse de la valeur de la force de travail de l'ensemble du prolétariat, à commencer par celle de la jeunesse.

Partout sur la planète, le capitalisme en crise survit au prix d'une barbarie grandissante : les guerres impérialistes, l'abject sort réservé aux migrants, la surexploitation des classes laborieuses des pays dominés, les dégâts toujours plus grands infligés à notre planète, la remise en cause des conquêtes ouvrières arrachées par des décennies de combat du prolétariat...

Face à cela, il n'y a d'autre perspective pour la jeunesse que de s'armer politiquement et de s'organiser pour en finir avec le capitalisme, liant son combat aux combats du prolétariat pour jeter les bases d'une autre société : le socialisme, où les moyens de production seront socialisés et où les richesses produites par l'humanité seront destinées à la satisfaction des besoins sociaux, où la destruction de la planète sera stoppée.

La tâche des jeunes révolutionnaires est aujourd'hui de combattre au côté de la jeunesse étudiante, de discuter des voies et des moyens pour vaincre Macron et son gouvernement.

Le PS comme le PCF et tous les partis existants issus de la II^e et la III^e internationale, les dirigeants des organisations syndicales, donnent depuis longtemps la mesure de leur pourrissement bureaucratique, de leur trahison. Ils se dressent en obstacles face au prolétariat et à la jeunesse et ne veulent pas organiser leur défense. Parce qu'ils défendent définitivement la société capitaliste, l'Etat bourgeois français et la V^e république, ils redoutent qu'en affrontant Macron et son gouvernement, le prolétariat et la jeunesse réussissent à le mettre à bas et mettent à l'ordre du jour la question d'un autre gouvernement, un gouvernement anticapitaliste, le gouvernement ouvrier. Gouvernement qui ne pourrait pas aller de l'avant sans ouvrir l'objectif des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Pour mener ces combats, balayer les obstacles dressés par les bureaucraties syndicales et les vieux partis issus du mouvement ouvrier, il faut construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse, l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, et contribuer à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, à celle d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

